

Retours sur l'exil espagnol en Midi toulousain

*Laure TEULIERES **

L'exil républicain espagnol en midi toulousain est un exemple éclairant de l'influence et de l'importance des contextes locaux sur les questions des mémoires de l'immigration, de la nécessité et de l'urgence également de recueillir de façon plus tangible les mémoires vives et les archives privées qui risquent de disparaître.

La question des mémoires de l'immigration recouvre incontestablement une dimension nationale, liée justement à la configuration du fait national et à l'évolution des représentations à ce sujet. On ne saurait pour autant négliger la part de spécificités régionales dans ces constructions sociales. L'exil républicain espagnol en Midi toulousain fournit un exemple révélateur de certains enjeux qui peuvent se manifester dans ce cadre. Cet exode de masse a profondément marqué l'ensemble du Sud-Ouest et tout particulièrement la ville de Toulouse. Il recouvre en fait quatre vagues successives, dont la plus importante en février 1939 quand environ 465 000 civils et militaires franchirent la frontière pyrénéenne, internés dans des campements de fortune puis dans divers camps dispersés sur le territoire. Même si une partie a ensuite regagné l'Espagne ou a réémigré vers d'autres destinations (Mexique surtout), près de 180 000 sont demeurés en France. En Haute-Garonne, 17 794 Espagnols sont dénombrés au recensement de 1946, pour 10 592 seulement en 1936.

Dans son ancrage local, cette présence n'est pas seulement quantitative. Au lendemain de la Libération, Toulouse abrite les premiers grands congrès nationaux des forces de la gauche ibérique, UGT, CNT ou PSOE. Alors que la dictature de Franco se prolonge,

** Laboratoire FRAMESPA-Diasporas,
Université de Toulouse*

elle devient la capitale de l'exil, marquée par l'activité des organisations politiques et du milieu associatif espagnols. D'où ces lieux emblématiques dans la ville : l'ex-hôpital Varsovie créé par les guérilleros à la Libération ; le Ciné Espoir de la rue du Taur, véritable maison du peuple pour les exilés, siège des socialistes et du syndicat UGT jusqu'en 1971 ; la salle de l'Aténéo, haut lieu de débats populaires ; ou, toujours présentes, la *Casa de España* au quartier des Minimes et le *Casal Catala* à Saint-Cyprien.

Il ne s'agit pas ici de traiter de la façon dont se sont structurées et transmises les mémoires des républicains espagnols en France ni comment s'est opérée à cette occasion la « construction des sens de l'exil »¹, entre idéal de lutte et fidélité à un engagement, amertume et ressentiment, déchirements internes, etc. Au sein de la société française, on sait l'oubli qui a longtemps prévalu, y compris quant au rôle des Espagnols dans la lutte antifasciste et la Résistance² ; d'abord dans un contexte de guerre froide, de reconstruction économique et de mythe « résistentieliste », puis de manière persistante jusqu'à une période encore assez récente. C'est d'ailleurs en constatant que les cérémonies commémoratives du cinquantième de la Libération ne rendaient pas toute leur place aux guérilleros que la *Federación de Asociaciones y Centros de Españoles Emigrantes en Francia* (FACEEF) décida de rendre la parole aux témoins et de lancer une opération d'archivage de la mémoire orale³ ; d'où aussi le livre hommage publié depuis par l'amicale des anciens guérilleros⁴.

Une culture commémorative

En Midi toulousain, on ne saurait pourtant parler de désintérêt pour cette histoire. Une analyse historiographique d'ensemble

prouve au contraire que le sujet a été abondamment exploré. De très nombreux mémoires de maîtrise ont été réalisés à l'Université de Toulouse-Le Mirail, certains dès les années 1970, puis surtout depuis les années 1980, aussi bien au sein du département d'histoire que dans celui des études hispaniques. On est ainsi passé du foisonnement à la synthèse, des premiers travaux confidentiels à un début de diffusion. Il faut d'autre part mentionner quelques manifestations publiques ayant contribué à rendre compte de cette présence et de l'héritage qui en est issu, à l'exemple, dès 1978, de l'exposition « *La labor cultural de los libertarios españoles exilados en Toulouse, 1939-1975* » ou de celle sur « Cinquante ans de socialisme espagnol à Toulouse » en 1994.

Ceci étant, puisqu'il s'agit ici de porter attention aux processus de visibilité de la mémoire dans l'espace public, on doit faire le constat d'une accélération récente. Si la renaissance d'une culture commémorative commença au milieu des années 1970 dans la mouvance associative espagnole, cette activité n'a pris que récemment une ampleur significative. Des travaux récents insistent sur la diversité des orientations à l'oeuvre dans les pratiques de commémoration développées par les associations et amicales consacrées au souvenir de cet exil dans le Sud-Ouest⁵, tout en soulignant le soutien dont bénéficient depuis peu ces initiatives de la part de certaines collectivités territoriales.

La reconnaissance franchit en effet un pas décisif dès lors qu'elle est prise en charge, portée et construite par les pouvoirs publics. L'anniversaire de la *Retirada* a donné lieu en 1999 à une série d'évocations et de commémorations dans la région. L'édition toulousaine de *La Dépêche* rappelait à cette occasion ce que la ville devait à cette histoire en rendant compte de l'inauguration d'une pla-

que commémorative à la *Casa de España*, en présence du maire, de représentants des conseils général et régional et du consul d'Espagne⁶. Plus récemment encore, un monument à l'exil espagnol, le seul alors en France, a été inauguré dans un jardin public à proximité de la *Casa*, financé par la Mairie au terme d'un concours pour le choix de l'oeuvre, une sculpture de l'artiste exilé catalano-toulousain Joan Jordà représentant la silhouette d'un réfugié⁷.

Le temps de la reconnaissance officielle

Au plan national, le 60^e anniversaire de la Libération a été pour la première fois le motif d'une reconnaissance d'envergure envers le rôle des guérilleros et, par extension, envers l'histoire et l'apport de cet exil. Diverses opérations en témoignent pareillement à l'échelle locale. A Toulouse, une journée commémorative organisée par l'Amicale des anciens guérilleros espagnols de France s'est accompagnée d'un colloque réunissant témoins et historiens⁸. Mais d'autres coups de projecteur ont eu lieu dans les environs. Dans les Hautes-Pyrénées, le Conseil général a lancé en amont la réalisation d'une exposition et d'un film documentaire original disponible en DVD⁹. A Montauban, ville où est mort en exil et enterré le dernier président de la République espagnole, Manuel Azaña, une manifestation a mis à l'honneur cette personnalité avec une cérémonie sur sa tombe¹⁰. Dans l'Aude, un hommage a été rendu par le Conseil général sur le site de l'ancien camp de Bram, lequel a fait l'objet d'une exposition réalisée par les Archives départementales¹¹, reprise l'année suivante à la Maison des mémoires de Carcassonne. En Tarn-et-Garonne, un cycle de manifestations a été organisé à Moissac, avec entre autres une exposition itinérante de témoignages sur le camp de Septfonds.

Le Conseil régional de Midi-Pyrénées s'est également fortement impliqué en ce sens. Le

plan d'un hommage de grande ampleur a été proposé de l'extérieur, par un professionnel de la culture bientôt missionné pour la coordination du projet, appuyé par des élus eux-mêmes descendants de réfugiés, et finalement soutenu au plus haut niveau de l'institution. Fait remarquable, la préparation s'est faite au contact des associations de la mouvance espagnole. L'idée était de croiser cérémonie, temps forts culturels et vulgarisation différée auprès du grand public. On trouve donc ainsi déclinés une publication de prestige réunissant les générations d'historiens ayant travaillé sur la guerre civile et ses suites¹², dont le lancement a été accompagné d'un cycle de conférences et d'animations en partenariat avec l'Institut Cervantès et d'un colloque international¹³. Enfin, une exposition grand public – « Il était une fois la République espagnole » – a atteint au printemps 2006 son 20 000^e visiteur, avec 39 lycées, associations ou salles municipales visitées dans la région, et presque autant de demandes en cours, notamment dans les régions frontalières d'Espagne grâce à des versions traduites en castillan et en catalan¹⁴.

Devant une telle mobilisation, on peut bien sûr évoquer le poids démographique de l'immigration passée. Dans la région, le recensement de 1999 indique que parmi les immigrés présents, les plus nombreux, plus de 36 000, sont nés en Espagne¹⁵. Mais cet hommage s'inscrit également dans le contexte de la création de l'euro-région Pyrénées/Méditerranée regroupant Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Catalogne, Aragon et Iles Baléares. La soirée inaugurale dédiée aux réfugiés républicains qui rassembla près de 800 personnes au Conseil régional de Midi-Pyrénées le 19 novembre 2004 avait d'ailleurs pour invité d'honneur le président de la *Generalitat* de Catalogne. Nul doute en ce cas que l'exil ancien resurgisse comme un lien culturel transfrontalier, précurseur évident des

alliances en train de se nouer, pendant symbolique des stratégies d'union entre métropoles de part et d'autre des Pyrénées.

La proximité du 70^e anniversaire de la proclamation de la seconde république espagnole (le 14 avril 1936) a vu naître d'autres initiatives d'envergure. En visite officielle dans la ville rose, le roi Juan Carlos a déclaré dans son discours de réception à l'Hôtel de Ville : « Nombreux sont les exilés espagnols qui se sont établis ici à la fin de la guerre civile espagnole et qui y ont construit leur vie familiale, pleinement intégrés dans la société toulousaine. Leur effort et leur souvenir méritent reconnaissance »¹⁶. Il a ensuite rencontré à la préfecture des exilés et leurs descendants. Quelques jours plus tard, la Mairie lançait un grand événement commémoratif. Autour du slogan « Toulouse a le cœur espagnol ! », le drapeau rouge-jaune-violet de la république espagnole flottait pour la première fois sur le Capitole ; lors du rassemblement public, des personnalités et artistes toulousains issus de l'exil intervenaient officiellement, le tout cloturé par un banquet populaire. « La République espagnole fait partie du patrimoine toulousain » proclama le maire UMP Jean-Luc Moudenc ; le quotidien régional insistant sur l'émotion de tous les « hispanos-toulousains » pour conclure : « un juste retour pour une ville qui fut la capitale de la « vraie Espagne » durant la longue période du franquisme »¹⁷.

Au vu d'un tel déploiement, on ne peut que constater encore une fois l'influence du contexte local et d'enjeux circonstanciels dans la façon dont resurgissent et sont rendues visibles les questions de mémoire¹⁸. Prises dans leur ensemble, ces diverses manifestations semblent attester d'un mouvement pour « patrimonialiser » l'exil espagnol, tout au moins en termes de références communes. Il n'en demeure pas moins que ces relectures

consensuelles du passé autour d'une Espagne réconciliée et d'une France reconnaissante de l'apport migratoire ne disent rien de la perception qu'ont les intéressés eux-mêmes. Au sein des milieux espagnols ou franco-espagnols, la façon sentimentale et outrageusement promonarchique dont la presse a rendu compte des derniers événements¹⁹ a d'ailleurs pu susciter critiques ou ironie. De tels temps forts affirment incontestablement une reconnaissance longtemps attendue, longtemps différée. Pour autant, les figures convenues des hommages officiels laissent de côté la complexité, l'ambivalence ou la conflictualité de l'histoire et nivellent les mémoires en les réduisant à une sorte de commun dénominateur. Un hiatus demeure, inéluctable, face à une identité collective qui s'est en partie construite avec « l'exil comme patrie »²⁰.

Initiatives culturelles et projets mémoriels

Au delà de l'impact de tels événements, des initiatives à vocation culturelle participent aussi à porter une certaine mémoire de l'exil espagnol. Il ne saurait être question ici d'en dresser une liste exhaustive, juste de saisir quelques éléments d'actualité qui précisent le contexte des évolutions en cours. Le sujet a donné matière à des documentaires grand public, traité par exemple par des journalistes de *La Dépêche*²¹ ou au travers du destin du peintre Joan Jordà, enfant réfugié devenu Toulousain d'adoption après y avoir fait les Beaux-Arts, et retourné seulement très récemment en Catalogne à l'occasion d'une rétrospective de son oeuvre à Barcelone²². Il faut aussi évoquer des productions récentes chez des éditeurs locaux : ouvrage biographique d'un descendant ou recueil plus large de témoignages sur ces destins déracinés²³ ; publication de la collection photographique d'Enrique Tapia qui vécut à Toulouse, soit un

regard inédit sur l'exil espagnol saisi de l'intérieur²⁴.

Autre fait notable, le lancement à Toulouse en avril 2006 d'un magazine d'actualité et de culture espagnoles²⁵. Ce bimestriel, *Raices*, est édité par une société de presse créée à cette fin par le journaliste Rocco Femia qui a monté avec succès quatre ans plus tôt

une revue sur le même modèle consacrée à l'Italie. Il a su rassembler autour du projet une éditorialiste de *La Dépêche* ayant des origines ibériques, des correspondants journalistes à *El País* ou *El Mundo*, l'équipe de l'Instituto Cervantes qui assurera les pages du cours linguistique, et des historiens spécialistes de l'Espagne, de l'émigration et de l'exil. L'objectif affiché est d'accompagner les acteurs de l'hispanité dans

la région et plus largement dans l'Hexagone, soit un public hispanophile mais pas nécessairement hispanophone. S'il ne s'agit donc pas d'une entreprise mémorielle autour de l'exil, il n'en reste pas moins que ce nouveau support entend contribuer à faire retour sur cette histoire, faisant une fois de plus la preuve que le marché de la presse magazine suit et entretient l'engouement pour la mémoire et les « racines ».

On ne doit pas négliger non plus la capacité de la création contemporaine à se saisir de ces thématiques. Une compagnie locale, *La Rampe-Théâtre Interrégional Occitan*, a ainsi monté la pièce « *Espanhòl d'aquí* », comédie trilingue (occitan, français, castillan) autour

d'une famille espagnole dans le Midi des années 1950²⁶. Une création musicale et chorégraphique sur le thème de la guerre civile vient aussi d'être présentée dans le cadre du festival *¡MIRA!* consacré chaque année aux scènes contemporaines ibériques²⁷. Ce spectacle, intitulé « *Mirada* », est l'aboutissement d'un travail de création franco-espagnol initié l'année précédente en Aragon dans le

cadre d'un programme européen « interreg » avec divers artistes et une équipe de Radio Campus Toulouse. *Le vent des signes*, troupe établie dans le faubourg Saint-Cyprien, envisageait aussi de monter en 2006 un projet théâtral sur la guerre civile.

Mention particulière doit être faite des associations qui œuvrent à activer le débat social. Une programmation « Espagne 1936 – Toulouse 2006, chronologie d'un rêve », alliant soirées de réflexion,

lectures et spectacles, a ainsi été composée par *l'Atelier idéal* dans le local alternatif de La Chapelle. Autre exemple, « Les chemins de la liberté, mémoires croisées », projet conduit par un lycée professionnel de Saint-Girons (Ariège) et l'association toulousaine *ESMA (Echanges et savoirs – mémoire active)* pour réaliser un ouvrage et un film documentaire à partir d'entretiens avec des réfugiés ayant franchi les Pyrénées. Cette association qui travaille sur le quartier du Mirail projette désormais de croiser lors de forums publics les mémoires d'Espagne et du Maghreb, autour de la figure d'un Algérien brigadiste et de la guerre du Rif où se rencontrèrent les colonialismes français et espagnol et qui servit de terrain d'incubation au franquisme. Enfin,



pour donner un dernier exemple particulièrement original, l'association *IRIS (Itinéraires recherches initiatives du Sud)*, créée en 1996 par des descendants d'exilés pour « promouvoir des débats et des recherches sur les problématiques sociales », a intégré la *Casa d'España* avec le projet de restituer la mémoire de l'Espagne républicaine et de l'exil, et de lutter contre l'amnésie au delà des Pyrénées en organisant dans les écoles des conférences de témoignage d'Espagnols exilés.

D'autres démarches mémorielles et/ou patrimoniales prennent forme en croisant cette histoire là. Une opération de sauvegarde des archives iconographiques du camp du Vernet d'Ariège devrait ainsi aboutir. L'exhumation du fichier anthropométrique de ce camp d'internement pour étrangers « politiques » a été relaté par la photographe Linda Ferrer-Roca qui s'était vu confier en 1993 de vieilles caisses, trouvées dans un grenier familial, abritant des négatifs sur plaques de verre présentant une série de photographies face et profil. Remontant peu à peu le fil de l'enquête, elle comprit qu'il s'agissait d'anciens internés du Vernet, et fit revivre la mémoire du camp en retrouvant certains d'entre eux, aujourd'hui dispersés dans différents pays²⁸. Un programme de préservation de ces archives vient de recevoir un soutien européen. Il comprendra la numérisation des documents et la réalisation d'un site internet de consultation librement accessible, en espérant pouvoir peut-être ainsi identifier certains des individus photographiés, dont la plupart restent à ce jour inconnus.

Paradoxalement, le temps de la reconnaissance anticipe peut-être celui de l'effacement. Si l'hispanité continue de marquer le Midi toulousain, c'est de plus en plus portée par de nouveaux acteurs et tournée peut-être vers de nouvelles aspirations. Les contemporains de l'exil disparaissent, les témoins directs laissent

place à ceux qui entretiennent une flamme qui leur a été transmise. Quant aux endroits qui ont participé dans la ville à façonner les territoires de l'exil espagnol, ils ont changé d'affectation ou achèvent de subir les rénovations urbaines. D'où sans doute le sentiment qu'un cap se devine où la mémoire vive doit être recueillie de façon plus tangible. Un projet a ainsi été ébauché pour constituer à Toulouse un centre de ressources sur l'histoire de l'exode républicain, une sorte de « Maison de l'exil espagnol ». La réflexion préparatoire a rassemblé des représentants associatifs et des chercheurs, envisageant d'un point de vue scientifique d'associer l'Université de Toulouse-Le Mirail et la BDIC de Nanterre. Il y a d'autant plus urgence que certaines archives privées quittent la région pour être déposées ailleurs ou disparaissent par négligence. Mais un tel projet nécessite d'engager de multiples partenaires institutionnels et de trouver des moyens matériels, très au delà donc d'une simple démarche de reconnaissance symbolique. ■

(1) Jean-Pierre AMALRIC et Pierre LABORIE, « Mémoires en devenir. La construction des sens de l'exil », in Lucienne DOMERGUE (dir.), *L'exil républicain espagnol à Toulouse, 1939-1999*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1999, pp.11-18.

(2) Geneviève DREYFFUS-ARMAND, « Les oubliés. Les Espagnols dans la lutte antifasciste en France », *Hommes et migrations*, nov. 1991, n° 1148, pp. 36-45. Emile TÈMIME, « Après la défaite et l'exil des républicains espagnols en 1939. D'un silence à l'autre », in Patrick CABANEL et Pierre LABORIE (dir.), *Penser la défaite*, Toulouse, Privat, 2002, pp. 279-287.

(3) *Memorias del olvido. La contribución de los Republicanos Españoles a la Resistencia y a la Liberación de Francia, 1939-1945*, Paris, Antoine Soriano Editeur, 1996.

(4) Narcisse FALGUERA (dir.), *Guérilleros en terre de France. Les Républicains espagnols dans la Résistance française*, Paris, Amicale des anciens guérilleros / Le Temps des cerises, 2000.

(5) Scott SOO, « Putting memory to work: a comparative study of three associations dedicated to the memory of the Spanish republican exile in France », *Diasporas. Histoire et sociétés*, 2005/1, n° 6, pp. 109-120. Scott SOO, *Exile, Identity and Memory: Representations of Spanish Republicans in the Southwest of France*, Thèse d'histoire (PhD), University of Sussex, 2005.

(6) « Devoir de mémoire et fiesta major », *La Dépêche*, 7 fév. 1999.

(7) « L'espoir du soldat vaincu », *La Dépêche*, 10 janv. 2002.

(8) « 1944-2004, Reconquista de España : des maquis de France aux maquis d'Espagne », Université de Toulouse-Le Mirail, 4 déc. 2004.

(9) Exposition « Les Républicains espagnols dans les Hautes-Pyrénées » (déc. 2003 – sept. 2004). Michel DIEUZAIDE, *De l'exil à l'intégration*, film documentaire, AKTIS, 2004, 52 min.

(10) Colloque « Manuela Azaña et la mémoire de la Guerre civile espagnole » par l'association Arkheia et l'Association pour la récupération de la mémoire historique espagnole (ARMH), 6 nov. 2004. Cf. aussi

les actes de celui organisé pour le cinquantenaire de sa mort par la Ville et le CNRS : Jean-Pierre AMALRIC et Paul AUBERT (dir.), *Azaña et son temps*, Madrid, Collection de la Casa Velázquez, 1993.

(11) *Réfugiés espagnols dans l'Aude 1939-1940*, Carcassonne, Archives départementales de l'Aude, 2004.

(12) *Républicains espagnols en Midi-Pyrénées : exil, histoire et mémoire*, Toulouse, Conseil Régional de Midi-Pyrénées / Presses Universitaires du Mirail, 2004.

(13) Colloque « L'exil des républicains espagnols en Midi-Pyrénées » organisé par l'Université de Toulouse-Le Mirail, fév. 2005.

(14) Depuis son inauguration à Toulouse en février 2005. *La Dépêche*, 29 mars 2006.

(15) INSEE, « Atlas des populations immigrées Midi-Pyrénées », *Études. Les dossiers de l'INSEE*, avril 2005, n° 127.

(16) Transcription du discours du roi Juan Carlos I au Capitole, 29 mars 2006. Cabinet du maire, Mairie de Toulouse.

(17) « L'hommage aux républicains en exil », *La Dépêche*, 9 avril 2006. « Toulouse fête l'Espagne », *Capitole Infos*, avril 2006.

(18) Laure TEULIÈRES, « Mémoire en débat, mémoires en travail : l'histoire de l'immigration au prisme d'initiatives locales », *Diasporas. Histoire et sociétés*, 2005/1, n° 6, pp. 50-59.

(19) Voir par exemple « L'émotion des Espagnols de Toulouse », *La Dépêche*, 30 mars 2006.

(20) Florence GUILHEM, *L'obsession du retour. Les républicains espagnols, 1939-1975*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2005.

(21) René GRANDO et Marie-Louise ROUBAUD, *Contes de l'exil ordinaire*, film documentaire, FR3, 2004, 52 min.

(22) José JORNÉ, *Le voyage de Joan Jordà*, film documentaire, Les Films de la Castagne / Lapilli Films, 2005, 52 min.

(23) Progreso MARIN, *Exil. Témoignages sur la guerre d'Espagne, les camps et la résistance au franquisme*, Toulouse, Loubatières, 2005. Progreso MARIN, *Dolores, une vie pour la liberté*, Toulouse, Loubatières, 2005.

(24) Enrique TAPIA GIMENEZ, *L'œil de l'exil. L'exil en France des républicains espagnols*, Toulouse, Privat, 2004.

(25) Conférence de presse de lancement de la revue *Raices*, Institut Cervantes de Toulouse, 24 avril 2006.

(26) MJC Roguet, oct. 2004.

(27) MJC Roguet, avril 2006.

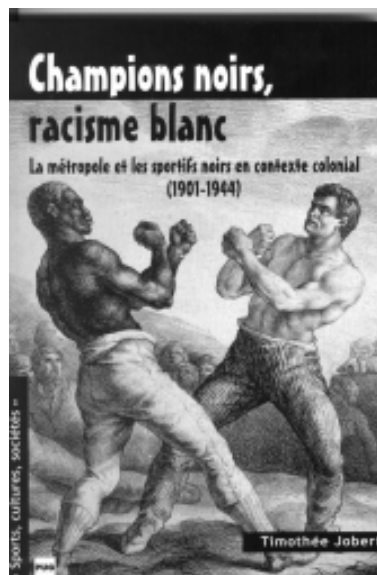
(28) Linda FERRER-ROCA, *Photographies d'un camp, le Vernet d'Ariège*, film documentaire.

Timothée Jobert

*Champions noirs,
racisme blanc*

La métropole et les sportifs
noirs en contexte colonial
(1901-1944)

Editions PUG



"Alors que la question de l'héritage colonial de la France se pose avec acuité à notre société, cet ouvrage ouvre une perspective originale en interrogeant l'accueil réservé par les Français de métropole aux sportifs noirs dans une configuration historique marquée par le racisme colonial"